Le Burundi s’insurge contre un rapport de Human Rights Watch

PANA, 07 mai 2012Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a rendu public lundi, un communiquÃ© de presse dans lequel il sâ€™insurge contre un rÃ©cent rapport critique de Human Rights Watch (HRW) sur "lâ€™escalade de la violence Burundi".Câ€™est le troisiÃ¨me rapport de lâ€™organisation internationale de dÃ©fense des droits de lâ€™homme sur le Burur depuis les derniÃ¨res Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 qui avaient Ã©tÃ© boycottÃ©es, en partie, par l'opposition politique pou protester contre des "fraudes massives" aux municipales.
"Alors que les rapports prÃ©cÃ©dents Ã©taient perÃ§us par le gouvernement du Burundi comme de simples signes de provocation, celui qui vient de sortir ce mercredi 2 mai 2012", de par son intitulÃ©Â : "Tu nâ€™auras pas la paix tant que tu vivras : lâ€™escalade de la violence au Burundi", "constitue une vÃ©ritable dÃ©claration de guerre au peuple burundais, condamnÃ© selon lâ€™ONG, Ã disparaÃ®tre sâ€™il persiste Ã vivre avec les dirigeants quâ€™il a choisis lors des derniÃ¨res peut-on lire dans le communiquÃ©.Le texte du communiquÃ© estime que lâ€™objectif de HRW est de 'ternir lâ€™image du Bur travers ses agents sur place, notamment les partis politiques de lâ€™opposition, certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile ainsi que certains mÃ©dias locaux'."Les mis en cause sont les vÃ©ritables rÃ©dacteurs des rapports sur lesquels lâ€™ONG ne quâ€™apposer sa signature comme couverture", poursuit le communiquÃ©.Les autoritÃ©s burundaises avaient encore refusÃ© lâ€™autorisation Ã HRW de prÃ©senter publiquement Ã Bujumbura le rapport avant dâ€™en avoir prÃ©alablement discutÃ© l et les conclusions.Les rapports entre le pouvoir burundais et HRW avaient Ã©tÃ© encore plus tendus suite Ã lâ€™expulsion, lâ€™annÃ©e derniÃ¨re, de la reprÃ©sentante de lâ€™organisation Ã Bujumbura, Neela Ghoshal.